
Le 03-03-2021

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

Par le Parti de la démondialisation

Quarante ans de politiques néolibérales, de droite et de gauche...

Après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, le 10 mai 1981, une politique favorable au monde du travail, bien que modeste, est mise en œuvre : nationalisations,

hausse du pouvoir d'achat, 5e semaine de congés payés... Mais dès 1982-1983, à l'occasion de la deuxième puis de la troisième dévaluation, le « virage libéral de la gauche » est engagé par la direction du Parti socialiste. Depuis cette époque, la vie politique française reste enfermée dans ce schéma intellectuel. Après la révolution néolibérale en cours aux États-Unis et en Grande-Bretagne, le PS adapte la société française à ce nouveau stade du capitalisme : celui de la mondialisation néolibérale.

Le PS va donc rétablir le taux de profit des grandes entreprises, les réhabiliter ainsi que les « capitaines d'industrie », valoriser la France « qui gagne » (de l'argent), neutraliser les syndicats, marginaliser le PCF...

Deux types de politiques néolibérales sont alors proposés : celui de la droite classique, obtus, conservateur, frileux sur les questions de société, réactionnaire et celui de la gauche « moderne » – le Parti socialiste – ouvert, moderniste, progressiste, sociétal... Et surtout plus efficace pour concevoir et mettre en place sans résistances ce néolibéralisme changeant radicalement le mode d'accumulation capitaliste. La gauche moderne incarnée par le PS va mettre toutes les institutions au service exclusif des classes dominantes en supprimant sans bruit, un par un, tous les processus démocratiques institutionnels. C'est même le caractère politique des pays européens qui sera anéanti par le biais de la mal nommée « construction européenne ».

La gauche plurielle : la meilleure formule pour permettre la plus grande adaptation du capitalisme depuis un siècle

De 1997 à 2002, la « Majorité plurielle » (ou « Gauche plurielle ») rassemble au gouvernement le Parti socialiste (PS), le Parti radical de gauche (PRG), le Mouvement des citoyens (MDC), les Verts et le Parti communiste français (PCF). Le Premier ministre est Lionel Jospin, le président de la République est Jacques Chirac. Jean-Luc Mélenchon est ministre de l'Enseignement professionnel de 2000 à 2002. Cette cohabitation s'est mise en place en quelques semaines après la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par Jacques Chirac. Cette situation est la suite des puissantes grèves et manifestations de décembre 1995 pour la défense des retraites sous le gouvernement Juppé. On peut lire dans la déclaration faite par la gauche plurielle pour sceller son accord : « *la droite les brade [les services publics]. Elle privatise et dérègle [...] Ainsi par exemple, pour France Télécom, Thomson, Air France, nous proposons l'arrêt des processus de privatisation* ». Le gouvernement fera le contraire. Le PCF approuvera et accélèrera son déclin.

Au tout début de la législature, et contrairement aux engagements solennels de Jospin lors de la campagne électorale, le gouvernement signe le traité d'Amsterdam sans le renégocier (suite du traité de Maastricht et préparation au traité constitutionnel européen), avec l'accord de la direction du PCF impliquant 100 milliards de francs de coupes dans les budgets publics, l'accélération des privatisations, de la déréglementation et de la flexibilité.

À partir de cette date la majorité des députés du PCF va critiquer le budget mais le votera.

L'augmentation de la CSG va susciter de nombreuses critiques, tout comme le maintien du plan Juppé de casse de la Sécurité sociale par le vote du 4 novembre 1997 grâce à l'abstention des députés PCF. En 2002, le passage à l'Euro est avalisé par la direction du PCF en contradiction avec son vote négatif lors du référendum sur le traité de Maastricht.

Au total, les réalisations du gouvernement Jospin ont été un mélange de petites mesures sociales, économiques et démocratiques ambiguës, d'accompagnement du néolibéralisme mis en place par le PS dans les années 80, et de contre-réformes confortant et approfondissant ce virage, directement empruntées au « consensus de Washington ». Le cas le plus accablant est celui des privatisations, opérées avec l'aval de la direction du PCF. Lionel Jospin, en effet, a mis en œuvre un programme de privatisation - ou « d'ouverture du capital » et de « respiration du secteur public », pour reprendre le vocabulaire voilé des ministres - nettement plus important en valeur que celui des gouvernements de

Balladur et de Juppé réunis. Il a ainsi achevé de démanteler ce qui restait du secteur public élargi sous Mitterrand et Mauroy en 1982.

La participation communiste au gouvernement a freiné la résistance et les luttes populaires. Le PCF a payé le prix fort de ses trahisons lors des élections qui ont suivi. Aux municipales de 2001, le PCF a perdu la direction de 30% des villes de plus de 15 000 habitants qu'il dirigeait. A la présidentielle de 2002, le candidat communiste Robert Hue ne réalisait que 3,37% des voix. Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national, avec 16,86%, passait devant Lionel Jospin qui n'obtenait que 16,18% des voix et se trouvait éliminé du second tour. A la présidentielle de 2007, la candidate communiste Marie-George Buffet ne réalisait que 1,93% des voix...

Le flou et les ambiguïtés du contenu de la notion de « gauche » et de son périmètre expliquent sans aucun doute la faillite politique des partis qui s'en réclament aujourd'hui. Le PS n'a plus de « socialiste » que le nom, pour mieux tromper les électeurs. C'est pourquoi, d'ailleurs, il ne veut pas changer de nom. C'est un appareil qui n'a rien à envier à celui de la droite. Il méprise le peuple et la nation ; c'est un appareil de notables et d'arrivistes, de professionnels de la politique, uniquement intéressés par leur carrière. Le PS s'est coulé dans la constitution présidentialisée de la V^e République, aggravant même ses logiques les plus négatives en inversant le calendrier électoral qui fixe la date de la présidentielle avant celle des législatives (Jospin en 2002). Seule la « gauche » à la mode du PS pouvait mettre en œuvre les « réformes » demandées par le néolibéralisme. De son côté, le PCF n'a plus lui aussi de « communiste » que le nom. Il a abandonné la défense des intérêts des classes dominées, ce qui faisait sa force.

Plus que jamais un statut de l'élu est nécessaire pour « déprofessionnaliser » la politique : permettre à tous les citoyens d'exercer un mandat sans être pénalisés lors de leur retour à l'emploi et limiter ainsi le nombre de mandats.

La crise de l'euro et l'élection de François Hollande à la présidence de la République en 2012, correspondent à la fin d'un certain modèle de la social-démocratie.

Partout en Europe la social-démocratie est alors à la manœuvre, à côté des forces les plus réactionnaires, pour imposer les sacrifices les plus inhumains aux peuples. C'est particulièrement le cas en Grèce, en Espagne, au Portugal, et aussi en France. Les socialistes considèrent le capitalisme mondialisé indépasseable. Dès lors, pour eux, toute volonté de rupture avec ce capitalisme ne pourrait que conduire au goulag. Pourtant, si les enjeux sont internationaux, les outils sont nationaux. Le PS n'est même plus le parti réformiste des Trente glorieuses qui voulait aménager le capitalisme. Il est devenu le meilleur instrument des classes dominantes. La social-démocratie, encore bien plus que la droite, est frappée d'un européisme fanatique. Elle a joué un rôle moteur dans la désintégration du modèle social issu de la Résistance. C'est la conversion intégrale du PS à l'économie de marché.

Les forces qui se réclament de la social-démocratie sont totalement intégrées au système des classes dominantes : dans les médias, les grandes entreprises, les think-tanks, l'appareil d'État, les syndicats affiliés à la Confédération européenne des syndicats (CES)...

L'évolution du PS comme un parti ouvertement néolibéral, n'essayant même plus de se donner des airs ne serait-ce que vaguement socialistes, ni de faire semblant de vouloir défendre les classes populaires, devra attendre François Hollande. Pendant son mandat le gouvernement socialiste, majoritaire dans les deux chambres, ne tente même pas de donner le change.

Quarante longues années de politique néolibérale instaurée par les « socialistes » depuis le début des années 1980 nous permettent donc de faire le bilan du PS. Ceux qui se cantonnent dans l'idéologie, se perdent dans la question cornélienne de savoir si le PS est à gauche ou pas, butant

sur l'impossible définition de la gauche, ou de la « vraie gauche ». C'est une question dont on a tout intérêt à se dispenser. Non pas que le clivage opposant les classes dominantes aux classes dominées ait le moins du monde disparu, puisqu'au contraire il s'avive d'année en année. Mais il est très mal représenté par le très flou clivage gauche-droite. Non seulement rien d'essentiel ne sépare LR et LREM du PS, mais même une bonne partie de la gauche non socialiste, y compris ceux qui se disent anticapitalistes, se refusent de revenir sur les principales mesures socialistes. Ce sont celles de la mondialisation commerciale, sociale, monétaire, bancaire, financière et surtout institutionnelle, celle qui verrouille politiquement toutes les autres et donc la plus stratégique. Non seulement le PS - et ses satellites inféodés - est au service exclusif des classes dominantes, mais il en était même la pièce maîtresse, le parti organique, le plus important, le plus stratégique. C'était le seul à pouvoir imposer sans beaucoup de résistances collectives, politiques et syndicales, le gigantesque train de mesures nécessaires pour passer de l'économie mixte fordiste adossée à la souveraineté nationale et populaire et ses processus démocratiques imparfaits mais toujours mobilisables, à l'ordre antidémocratique supranational du capitalisme néolibéral actuel. La difficulté est de faire comprendre que le PS n'a pas « trahi » les espérances du peuple et qu'il serait ainsi une « fausse gauche » tandis qu'il existerait « une bonne gauche », une « vraie gauche », une « gauche de gauche ». Cette analyse est erronée. Le PS a, au contraire, choisi d'adapter la société au capitalisme contemporain, libre-échangiste, financiarisé, européiste, sous domination états-unienne. Il se situe dans la tradition de la gauche républicaine-bourgeoise du XIX^e siècle.

Pourtant en 2017, les classes dominantes ont choisi Macron

Les classes dominantes qui géraient l'alternance gauche-droite ont trouvé en Macron un nouveau poulain. C'est lui et ses marcheurs qui représentent sans fard le progressisme et la modernité néolibérale. Ironie de l'histoire, c'est Hollande qui a introduit le loup dans la bergerie, le prenant dans son équipe puis le nommant ministre de l'Economie. En siphonnant ses caciques, Macron a montré s'il était besoin que le PS est bien soluble dans le néolibéralisme... Et sans opposition véritable il s'est passé du vernis socialiste pour continuer de détruire les services publics et la protection sociale. La gauche minoritaire à l'Assemblée s'agite sans obtenir de résultat. Ils ont même été incapables de mobiliser pour mettre en œuvre le referendum d'initiative populaire (sur ADP) qu'ils avaient initié !

Les seuls qui ont mis Macron en péril sont les Gilets jaunes, ces classes populaires inorganisées mais qui ont su poser les vraies questions, lucides sur les véritables ennemis du peuple. Ils ont surtout perturbé la gauche qui n'a pas voulu voir et entendre ce qu'ils revendiquaient, les rejetant comme la gauche de Thiers rejetait la canaille.

Tous ceux qui à l'approche des échéances électorales s'agitent à la recherche d'une union de la gauche croient pouvoir réveiller les morts !

Le règne de Macron et de LREM a accéléré la décomposition des partis de gauche - et de la droite d'ailleurs. Le PS est en état de mort cérébrale et les quelques surgeons qui en sont issus - Place publique, Génération S, etc. - ne vont guère mieux. Ils ne sont pas capables de tirer les leçons de leurs échecs. EELV que les média classent à gauche sont en réalité des libéraux acquis au capitalisme vert et au fédéralisme. Les Insoumis et l'extrême gauche sont englués dans le sociétal, pollués par les indigénistes qui découvrent des minorités à défendre en dehors de la lutte de classe. Ils se sont mis eux-mêmes hors-jeu en refusant, tout comme le PCF, de combattre pour la sortie de l'Union européenne et de l'euro. Ils préfèrent composer et promettre qu'il est possible de la réformer de l'intérieur...

Tous sont des européistes plus ou moins béats qui rejettent les solutions à mettre en œuvre pour

abattre le capitalisme. Au-delà des appels stériles à l'union de la « gauche » aucun ne propose un programme de rupture opérationnel. Ils refusent le protectionnisme national, y compris sous sa forme coopérative et internationaliste. Ils refusent aussi l'annulation de la dette publique, la suppression des marchés financiers et la rupture avec le système du libre-échange.

Dès lors, que peut bien signifier le concept de « gauche » aujourd'hui pour les classes populaires ? Rien !

Dès sa création, en 2016, le Parti de la démondialisation s'est déclaré en rupture avec son appartenance à la gauche inféodée à l'UE et a affirmé son engagement en faveur des classes dominées.

Son programme de démondialisation, de libération nationale vise à créer les conditions de la justice sociale et de la coopération internationale.

Pour en savoir plus sur le [Programme du Pardem](#)

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire